

LA HAGUE : UNE USINE QUI VIEILLIT MAL

III. Cotentin : des habitants inquiets pour leur sécurité

D'incidents réels en rumeurs amplifiées, les riverains du centre ne se sentent plus en sûre

Le 22 janvier dernier, quatre mille à cinq mille manifestants ont « accueilli » le *Pacific Fisher*. A Cherbourg on n'en revient pas. Trois mois de grève du personnel de La Hague en 1976, lors du changement de direction et du passage au privé de l'usine, n'avaient pas soulevé l'ombre d'une réaction dans la population. Là, il a suffit qu'un cargo anglais chargé de 13 tonnes de déchets nucléaires japonais accoste au quai de France pour que ce soit l'émeute. Pourquoi ? Une remarque d'une pharmacienne de Cherbourg résume parfaitement l'état d'esprit des habitants du Cotentin aujourd'hui : « On pouvait, à la rigueur, nous demander de risquer notre vie et notre santé pour le bien-être de la nation. Mais, maintenant, pour des déchets étrangers et le profit de sociétés privées de l'atome, il n'en est pas question. »

De notre envoyé spécial à Cherbourg

SUR la nationale 13, du côté de Carentan. Une barrière métallique rayée coupe la route, surmontée d'une pancarte. En dessous du trèfle radioactif, ces mots : « Danger de contamination, défense d'entrer. » Les barbelés courent de chaque côté de la digue dans les marais inondés par la mer, de Lessay à Carentan... Le Cotentin est devenu une île, déserte et atomisée, pour mille ans peut-être !...

Bien sûr, tout cela n'est qu'un mauvais rêve « alarmiste » de journalistes en mal de sensationnel. Il est vrai que les Allemands, de 1942 à 1944, avaient utilisé ce plan d'inondation du marais pour isoler la presqu'île et contrôler les trois accès routiers qui y conduisent. Mais ceux qui prétendent aujourd'hui que ce fut la raison qui présida au choix de La Hague, et plus tard à celui de Flamanville, pour y installer l'un de nos plus grands complexes nucléaires sont de mauvaises langues. « Ici, tant de gens font courir tant de bruits ! » expliquait un jour Maurice Delange, le patron de la Cogema à un journaliste alsacien. C'est comme l'his-

toire des sirènes installées dans les communes du Cotentin. On a dit qu'elles étaient destinées à donner l'alerte atomique ! En fait, il s'agit d'une mesure de protection des frontières, comme chez vous en Lorraine. Mesure discutable sans doute, mais dont la décision avait été prise... avant 1939 ! »

« En vérité, la sirène de ma commune a été installée en 1963, au moment de la construction de l'usine, confirme M. Girard, maire de Gréville. Et, sur le document de la protection civile justifiant cette installation, il était expliqué que : "Gréville se trouve en zone A1". On ne nous a évidemment donné aucune explication sur cette classification... Mais doit-on sortir de l'ENA pour comprendre : "A" comme atomique et "1" ; parce que, comme vous pouvez le voir, nous sommes aux premières loges en cas de pépin. »

Officiellement, et statistiquement, le site de La Hague, à l'extrémité de la presqu'île du Cotentin, avait été choisi pour la présence de forts courants marins de 5 mètres/seconde à la pointe du raz Blanchart, là où l'émissaire princi-

pal de l'usine rejette ses eaux usées radioactives. Ainsi que pour les vents dispersant les rejets dans l'atmosphère, et le socle hercynien très stable.

Mais le refus réitéré du préfet de communiquer aux maires du district de La Hague le plan Orsec-Rad, sous prétexte de défense nationale, laisse évidemment libre cours à toutes les hypothèses sur la décision que prendraient les autorités en cas d'accident.

« En réalité, et compte tenu du fait qu'aucun accident nucléaire grave ne s'est jamais produit dans le monde, le risque le plus probable paraît être un incident d'importance mineure qui, déformé et dramatisé, engendrerait une panique pour les populations », expliquait encore le préfet Jean-Claude Quoyollet dans sa lettre aux maires du 15 septembre 1977, dans laquelle il justifiait ce refus.

« Les calculs de probabi-

lité, les simulations d'un accident à l'usine de La Hague n'ont jamais été faits, affirme Léon Lemonnier, CFDT. Qui peut sérieusement affirmer, dans ces conditions, qu'il n'y aura jamais d'accidents. Certes, l'explosion que nous appelons ici danger de criticité est peu probable car nous travaillons toujours sur des quantités sous-critiques. Mais l'échappement de gaz radioactifs, le mauvais fonctionnement de filtres, la "dispersion", comme nous disons, est une chose parfaitement possible. Elle s'est d'ailleurs déjà produite à petite échelle. »

« Les accidents, les gens ici, ça commence à les travailler un peu, explique Alexandre Boivin, du Comité contre la pollution atomique de La Hague. Un jour, sur les coups de 4 heures du matin, la sirène de Jobourg se met à hurler. Le vent, portant mal,

un paysan d'Omonville-la-Petite croit que l'alerte est donnée à La Hague. Il téléphone à l'usine, sans résultat. Il appelle le "cros-mar", le secours en mer, le numéro est occupé. Pris de panique, il réveille ses vieux parents, sa femme, ses enfants. Les uns calfeutrent portes et fenêtres. Les autres préparent les valises. Et toute la famille attend, dans l'angoisse, que viennent les secours. Après plusieurs heures, ils ont réalisé que c'était une fausse alerte. Et ce n'est que cinq mois plus tard, comme cela dans la conversation, qu'ils se sont rendu compte que des dizaines de familles avaient eu la même réaction cette nuit-là. »

Sans aller jusqu'à la catastrophe, il y a le fonctionnement quotidien de l'usine de La Hague qui rejette chaque jour dans l'atmosphère et dans la mer ces quelques grammes de poison radioactif. « 33 000 curies l'année dernière. Or, nous avons droit à 45 000 curies par an », dit la Cogema, et son directeur, M. Delange, à la fin d'un repas avec les maires du district, de brandir la salière

qui se trouvait sur la table en face de lui : « Vous voyez cela, c'est l'équivalent de tout ce que nous rejetons dans l'environnement en une année. »

« La démonstration frappa assez l'esprit des élus locaux, conclut M. Girard, pour que jamais ils ne cherchent à savoir depuis ce qui, diable, pouvait bien se trouver dans cette salière ! Ni même combien de salières allaient être rejetées chaque année à la mer lorsque l'usine tournerait à plein rendement. »

Jean Darriulat